

nouvelle série de négociations sous l'égide du GATT. Et nous sommes heureux d'apprendre que l'Australie nous appuie.

Nous avons certes réclamé des réformes sur la scène internationale, mais nous avons également signifié notre intention d'entamer des pourparlers avec notre voisin et principal partenaire commercial, les États-Unis, sur les moyens de réduire ou de supprimer les barrières qui existent toujours entre nous. Nous croyons que cette mesure pourrait faire plus que favoriser les intérêts particuliers du Canada et des États-Unis. Nous pensons qu'elle pourrait aussi servir d'exemple positif aux autres nations commerçantes du monde. Nous espérons que cette initiative hâtera plutôt qu'elle n'entravera un relâchement encore plus grand et plus général des obstacles au commerce.

Votre propre arrangement de "relations économiques plus étroites" avec la Nouvelle-Zélande comporte peut-être des idées que nous aurions intérêt à examiner au moment d'entamer les pourparlers avec les États-Unis. Nous en avons bien sûr une connaissance théorique mais les tenants et aboutissants de ce qui se fait dans la pratique pourraient bien nous être utiles. J'espère que les cadres d'entreprises que je rencontre en Australie me feront profiter de leur expérience personnelle concernant cet arrangement.

En mars dernier, nos premiers ministres respectifs, MM. Hawke et Mulroney, ont discuté de deux façons possibles d'élargir nos échanges commerciaux -- réciproquement et avec les autres pays. Nous devrions y songer sérieusement. Il s'agit, d'une part, de l'échange de technologie et, d'autre part, de l'établissement de coentreprises. Ces deux moyens nous aideraient à nous adapter au nouveau climat commercial international.

J'invite les gens d'affaires canadiens et australiens à chercher de nouvelles manières de collaborer. À défaut d'une expression plus adéquate, celle de "coopération industrielle" en est venue à être appliquée à toutes ces nouvelles formes de commerce international qui ont au-delà de l'acte traditionnel qui consiste à acheter ou à vendre un produit.

Pour certains d'entre vous, investir au Canada pourrait être profitable. En effet, ceux d'entre vous qui suivent les affaires canadiennes savent que notre gouvernement vient de créer, sous le nom d'Investissement Canada, un organisme conçu en vue d'encourager les investissements étrangers. Une autre option serait de concéder une licence à une firme canadienne qui serait chargée de fabriquer votre produit